ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 929

présenté par

M. Fabrice Brun, Mme Anthoine, M. Bazin, M. Breton, M. Brigand, M. Cordier, M. Descoeur,
M. Habert-Dassault, M. Juvin, Mme Frédérique Meunier, Mme Petex, M. Ray, M. Taite,
Mme Valentin et M. Viry

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:**

À l'initiative du ministère de la santé et des solidarités, à compter du 31 décembre 2024, un plan de communication grand public est mis en œuvre afin d'informer les Français sur l'importance de rédiger leurs directives anticipées.

Un décret fixe les modalités d'application du présent article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'aide à mourir n'est pas un droit universel ou chacun pourrait avoir droit à activer. Il faut conditionner cette assistance à des conditions médicales pré-requises, c'est une ligne rouge à ne pas dépasser.

Il est important d'insister sur ce point : il faut rappeler que c'est une demande du patient, lucide et capable de jugement, dans un cadre précisé par la loi, et que c'est le médecin, dans une approche collégiale, qui accepte au final la demande du patient. Dans ce cadre, les directives anticipées permettent à un patient encore valide, capable de s'exprimer, sans influence extérieure de faire part de ses volontés.

Or, aujourd'hui, seul 20% des Français auraient rédigé leurs directives anticipées. Cet état peut entraîner des situations où le corps médical est contraint de prendre des décisions importantes à la place du patient, lorsque celui-ci ne dispose plus de son consentement libre et éclairé.

Il semble également que ce faible pourcentage s'explique par le manque de communication sur ce sujet. C'est pourquoi cet amendement vise à mettre en œuvre un important dispositif de communication efficace, à destination de l'ensemble des Français, afin que ces derniers puissent être mieux informés sur la question des directives anticipées.

Tel est le sens de cet amendement.